D É C R E T

N.º 435.

D E L A

CONVENTION NATIONALE,

Du 9 Février 1793, l'an second de la république Française ;

Relatif à l'exécution de l'article XIV de la Loi du 28 août dernier, concernant la propriété des Arbres plantés le long des chemins.

LA CONVENTION NATIONALE, sur le rapport du comité d'agriculture, relativement à diverses pétitions présentées à la Convention, sur l'exécution de l'art. XIV de la loi du 28 août 1792, qui porte que les arbres plantés le long des chemins, appartiennent aux propriétaires riverains, passe à l'ordre du jour.

Collationné à l'original par nous président & secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 13 février 1793, l'an second de la république Française. *Signé* BRÉARD, *président* ; CAMBACERÈS, THURIOT, LECOINTE - PUYRAVEAU, PRIEUR de la Marne, *secrétaires*.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs

Case

Aho

FRE

10329

no. 91

2503. L.

& Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république. A Paris, le treizième jour du mois de février mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république Française. *Signé* M O N G E. *Contresigné* G A R A T. Et scellée du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.

Garat

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXÉCUTIVE DU LOUVRE.

M. D C C. X C I I I.